

Gauche, droite et engagement public

Marc Jacquemain, Patrick Italiano et Dimitri Deflandre
ULg

Introduction

La contestation de la pertinence, à la fin du XX^e siècle, de la dimension gauche – droite comme structure de base du panorama politique a déjà fait l'objet d'innombrables débats et contributions. A un point tel qu'il est passé dans le sens commun que cette ligne de clivage n'est plus d'actualité. En Belgique, et en particulier en Wallonie, cela se double d'une réticence perceptible des acteurs politiques à se situer « à droite ».

Par ailleurs, la définition même de ce qui fonde la démocratie, ses « conditions nécessaires et suffisantes » sont aussi régulièrement revisités, notamment dans le cadre de l'étude du phénomène de croissance de l'extrême droite. Les partis « liberticides » ou « antidémocratiques » prennent analystes et autres acteurs politiques à contrepied en affichant des professions de foi publiques démocratiques. Il ne suffit dès lors plus de souscrire au principe d'élections libres régulières pour être à plein titre démocrate. La démocratie a d'autres dimensions que la représentation : la culture du débat, de la médiation, du compromis, par exemple, prennent une place plus centrale..

Ces deux évolutions majeures de la manière de concevoir le champ politique amènent deux pistes de recherche, ou d'interprétation que nous allons essayer d'éclairer ici.

Les concepts de gauche et de droite sont-ils inaptes à encadrer des aspirations de plus en plus diversifiées et individualisées ? Dans une telle hypothèse, l'évolution à cerner serait la substitution d'une vision du champ politique jusque là articulé sur la centralité de la question sociale, sur les inégalités, sur les enjeux liés au travail, par d'autres dimensions. On pense tout de suite, par exemple – et ce n'est certes pas une référence récente, au post-modernisme. Les gens investiraient l'espace politique avec d'autres critères que ceux qui fondent historiquement la gauche et la droite.

Par ailleurs, la tenue d'élections ne suffisant, pas, quelles sont les conditions de fonctionnement d'une démocratie accomplie ? Parmi les contributions dans ce domaine, nous ferons référence au « capital social », concept popularisé depuis les Etats Unis par Robert Putnam.

Nous n'allons évidemment pas apporter de réponses exhaustives à des débats aussi vastes et balisés depuis des décennies. Nous tenterons juste d'explorer ce qui ne sont que des intuitions, pas nécessairement originales, à partir des résultats d'une étude réalisée par le CLEO en 2003-2004 sur le thème « identité et capital social en Wallonie ».

Deux mots sur le « capital social »

Le « capital social » est un concept ancien, évoqué par Bourdieu dès les années 70, mais c'est seulement depuis quelques années qu'il a repris, dans une tout autre perspective, par Robert Putnam.

Dans une tradition très Tocquevillienne, Putnam s'inquiète de la dégradation progressive – depuis les années 50 – et de plus en plus alarmante d'une multitude d'indicateurs de la vitalité civique (activisme tant politique que citoyen, entraide et solidarité, ...) et sociale (réduction des opportunités de contacts interpersonnels, et ce que ce soit dans des espaces sociaux formels ou informels) des Etats-Unis. Ce qu'il définit, de manière plus générique, comme un « effondrement du capital social ». Afin de bien appuyer le risque que cet effondrement comporte, il s'efforce parallèlement à démontrer les liens que tisse le « capital social » avec

un grand nombre de dimensions essentielles tout autant à la vie de la collectivité qu'aux individus qui la compose (vitalité de la démocratie, performance économique, criminalité, santé, espérance de vie, capital humain, bien-être subjectif, ...).

Il en résulte un concept large et évasif, comme l'ont commenté un certain nombre de chercheurs, mais qui stimule l'intérêt d'un nombre exponentiel de chercheurs par sa pertinence intuitive, boosté par l'intérêt que des organismes tels que la Banque Mondiale.

Inscrite dans cette lignée théorique, l'enquête du CLEO¹ a donc été construite dans le but d'investiguer un certain nombre de dimensions possiblement associées à ce concept : la mobilisation politique, l'insertion sociale et associative, la confiance (tant en soi qu'envers les autres ou les institutions les plus diverses), les valeurs, la satisfaction, le sentiment de sécurité, les identités collectives, le sentiment de sécurité, ... L'objectif est avant tout de pouvoir croiser ces dimensions entre-elles.

Le positionnement gauche - droite

La question sur laquelle nous allons tenter d'articuler notre présentation portait précisément sur l'aptitude des répondants à se positionner sur une échelle politique « Gauche-Droite ». Nous ne nous attarderons pas sur ce qui caractérise et sépare les catégories de répondants que recouvrent ces différentes orientations politiques, tant les résultats obtenus sont à cet égard canoniques.

L'essentiel de notre raisonnement visera à comparer ceux qui se positionnent (toutes orientations confondues) à ceux qui s'y refusent ou en sont incapables et à voir dans quelle mesure ces derniers affichent un investissement à l'égard de la vitalité civique et sociale.

L'enquête fournit la distribution suivante quant au positionnement gauche-droite :

Tableau 1²

<i>A propos de politique, les gens parlent souvent de « gauche » et de « droite ».</i>	
<i>Personnellement, vous diriez que vous vous situez :</i>	
	%
A gauche	12.1
Plutôt à gauche	13.2
Au centre	39.1
Plutôt à droite	11.0
A droite	4.7
Ne sait pas	19.8

Nous voyons donc qu'une personne sur cinq ne peut ou ne veut pas se situer sur un axe gauche-droite. Ceci constitue certainement une estimation minimaliste, compte tenu du biais connu des enquêtes en termes de désirabilité sociale : il en coûte plus au répondant de refuser de répondre à une question qu'à donner une réponse au hasard si la question elle-même ne fait guère sens pour lui. On ne peut qu'associer cette remarque avec le nombre considérable de personnes se situant « au centre ». Nous ne pouvons trancher a priori la question de savoir

¹ Enquête téléphonique réalisée en décembre 2003 et janvier 2004 auprès de 2500 personnes de 18 ans ou plus tirées aléatoirement parmi les habitants francophones de la Région Wallonne. Cette enquête a été réalisée en collaboration entre le CLEO-Ulg et l'IWEPS, financée par le Ministre-Président de la région Wallonne

² Pour la suite des analyses, nous avons regroupé les modalités « A gauche » et « Plutôt à gauche », ainsi que les modalités « A droite » et « Plutôt à droite ».

dans quelle mesure « au centre » est un réel positionnement, ou s'il s'agit d'un substitut plus facile à énoncer que le refus de l'axe lui-même. Quoiqu'il en soit, seuls 40 % des répondants ont choisi soit la gauche soit la droite.

Positionnement gauche/droite et participation politique

D'autres questions de cette enquête envisagent différentes formes de participation politique, dont l'appartenance à un parti et la pratique du vote dans l'hypothèse où celui-ci cesserait d'être obligatoire. Ce sont deux formes « traditionnelles » de participation que nous examinons en premier lieu.

L'affiliation à un parti concerne 9,2% de nos répondants; score auquel ceux qui se positionnent sur l'axe gauche-droite contribuent davantage (11,1% de leur effectif) que ceux qui en sont incapables ou s'y refusent (4,5%). On peut raisonnablement considérer qu'il y a quelque chose de trop tautologique à mettre en rapport l'affiliation à un parti et la propension à se positionner sur l'axe gauche-droite. Les partis politiques continuent à revendiquer des positionnements sur cet axe, même sur un mode mineur, et suscitent dès lors l'affiliation de personnes qui font de même. On n'en conclura donc pas une quelconque dévitalisation politique des non-positionnés. Au contraire, le fait que 4,5% d'entre eux aient une appartenance politique témoigne d'ailleurs bien de ce que le positionnement n'est pas, ou n'est plus, une condition *sine qua non* du militantisme de parti, même s'il en demeure une condition facilitante.

La pratique du vote

La pratique du vote est par contre une forme de participation moins coûteuse pour les participants. Nous savons que malgré le caractère obligatoire du vote en Belgique, une frange non négligeable de la population, 9,6% de nos répondants pour l'élection législative qui a précédé l'enquête, choisit de ne pas se rendre aux urnes. Ce chiffre redescend à 7,4% chez les répondants qui se positionnent sur l'axe gauche-droite et s'élève à 15,2% chez ceux qui s'en abstiennent. A nouveau, le résultat n'est pas probant.

Le test devient plus intéressant si nous prenons en considération la fréquence à laquelle ils continueraient encore à aller voter si cela n'était plus obligatoire. Si nous convertissons l'échelle de réponse proposée en indice, le score moyen obtenu est de 3,18 pour ceux qui se positionnent et de 2,54 pour ceux qui ne le font pas³. Ce résultat est, à certain égard, plus explicite que le précédent, car la question place moins les répondants face à une situation concrète que face à l'intérêt global qu'ils portent à la pratique institutionnalisée du vote, étalonnant clairement leurs réponses sur une échelle allant de l'indifférence totale à l'attachement absolu. Le tableau 2 fournit les pourcentages détaillés.

³ Score moyen obtenu en considérant les réponses des personnes interrogées (Jamais – Parfois – La plupart du temps – Toujours) comme une échelle allant de 1 à 4. La différence de moyenne entre les deux groupes est significative à .000.

Tableau 2

Pratique du vote si celui-ci n'était plus obligatoire	Positionnement	Pas de positionnement	Total
Jamais	17,3%	38,8%	23,4%
Parfois	8,9%	9,7%	9,1%
La plupart du temps	12,4%	9,9%	11,7%
Toujours	61,4%	41,6%	55,8%

A la lecture de ce tableau, il paraît indéniable qu'un lien existe entre l'aptitude au positionnement et l'attachement à la pratique du vote. 38,8% de ceux qui ne se positionnent pas n'iraient plus « jamais » voter ; soit 15,4% de plus dans l'ensemble de l'échantillon et plus de deux fois le pourcentage de ceux qui se positionnent.. Ajoutons au passage, que ceux qui ne se positionnent pas représentent 47% de l'effectif total des répondants qui déclarent qu'ils n'iraient plus « jamais » voter.

Nous avons donc là un premier indice de la proportion de ceux qui ne se positionnent pas en termes gauche-droite pour une raison liée à un désintérêt de la chose publique plutôt que parce qu'ils se situeraient sur une autre type d'axe politique.

Il ne faut toutefois pas généraliser à l'excès ce phénomène ; 41,6% des non-positionnés déclarent en effet qu'ils continueraient à aller « toujours voter » si le vote n'était plus obligatoire ; ce qui n'est pas un chiffre négligeable. En termes de pratiques de vote, les non-positionnés s'affichent ainsi comme un groupe fortement polarisé entre deux extrêmes⁴ ils se distribuent en effet de manière quasiment égale sur les deux modalités « jamais » et « toujours ».

Ainsi ce groupe pourrait bien, dans les faits, être double ; composé, pour moitié, d'individus pour qui absence de positionnement gauche-droite rime avec désinvestissement politique général et, pour moitié, d'individus chez qui l'implication citoyenne s'est émancipée des méta-cadres politiques traditionnels.

Si nous n'avons travaillé, jusqu'ici, que sur les 20 % de « Ne sait pas » à la question gauche-droite, un rapprochement avec le comportement des « centristes » précise le constat. La dualité est également présente chez ceux qui se positionnent, de façon plus marquée chez les centristes, dont 20% n'iraient jamais voter.

Tableau 3

Pratique du vote si celui-ci n'était plus obligatoire	Gauche	Centre	Droite	Total
Jamais	12,8%	20,9%	15,7%	17,3%
Parfois	6,3%	10,7%	8,9%	9,0%
La plupart du temps	10,9%	12,4%	14,5%	12,4%
Toujours	69,9%	56,0%	60,9%	61,3%

C'est dans le groupe de ceux qui s'orientent « à gauche » que l'on constate la distribution la plus unilatéralement orientée vers une pratique absolutiste du vote (c'est-à-dire une polarisation unique et massive autour de la modalité « toujours »). A l'opposé, les « centristes » sont les plus susceptibles d'afficher un désinvestissement complet à l'égard de cette pratique. A l'instar des non-positionnés, les membres de ce groupe affichent ainsi une distribution de réponses quelque peu plus bipolaire, même si on est loin de ce qui s'observait chez ceux-ci.

⁴ A contrario des positionnés qui sont essentiellement mono-polaires.

On peut donc estimer de cette façon la pertinence de l'hypothèse formulée en introduction selon laquelle le biais de désirabilité sociale minimise le refus ou l'incapacité de se positionner, au profit de la réponse « centre ».

Il est bien clair que les résultats présentés ici ne sont pas une démonstration, mais nous avons un premier indice de ce que le refus de l'axe gauche-droite représente aussi probablement un retrait par rapport à la chose publique que l'émergence de nouvelles lignes de partage postmodernes.

Toutefois on pourrait encore objecter que de telles attitudes « nouvelles » par rapport à la sphère publique s'exprimeraient plus volontiers par d'autres formes d'expression que le vote, qui lui-même est une modalité d'expression héritée des « anciens schèmes ». Nous pouvons explorer rapidement cet aspect à travers les attitudes face à différentes formes de mobilisation à propos desquelles nous avons posé des questions.

Les « manières de se faire entendre »

Le tableau 4 fournit les scores moyens des individus interrogés à différents items concernant l'efficacité perçue de quatre formes de mobilisations visant à se faire entendre, ainsi que la fréquence à laquelle ils les ont déjà réalisées⁵ :

- le fait de « militer dans un parti politique » : qui représente la forme de mobilisation la plus en phase avec l'institutionnalisation de la démocratie participative, et donc le témoignage le plus direct de l'intégration politique ;
- le fait de « faire grève » : qui constitue, probablement, l'exemple le plus emblématique des modalités d'action liées aux « anciens » mouvements sociaux (et donc, à priori, des mouvements sociaux les plus inscrits dans le dualisme historique gauche-droite) ;
- le fait d'interpeller les médias : qui illustre, au contraire, une modalité d'action plus représentative des « nouveaux » mouvements sociaux (et donc, à priori, des mouvements sociaux les plus susceptibles de traduire une implication citoyenne émancipée des méta-cadres politiques traditionnels) ;
- le fait de « signer une pétition » : qui est, quant à elle, la forme de mobilisation la moins coûteuse que ce soit en terme de temps, d'argent ou d'implication inductive (pour la plupart, les signataires ne sont les instigateurs de la pétition ; ils ne la font pas non plus circuler).

⁵ Nous n'avons évidemment pas la prétention d'avoir ainsi englobé tout le spectre de la mobilisation citoyenne ; nous espérons seulement cerner quelques tendances.

Tableau 4⁶

	Positionnement	Pas de positionnement	Moyenne totale	Sig.
Efficacité de militer dans un parti politique	2.29	2.09	2.23	,000
Efficacité de signer une pétition	2.42	2.45	2.43	,368
Efficacité de faire grève	2.37	2.29	2.35	,018
Efficacité d'interpeller les médias	2.82	2.69	2.79	,001
Fréquence de militer dans un parti politique				
Fréquence de militer dans un parti politique	1.27	1.09	1.22	,000
Fréquence de Signer une pétition	2.44	2.26	2.39	,000
Fréquence de Faire grève	1.61	1.40	1.55	,000
Fréquence de Interpeller les médias	1.29	1.17	1.26	,000

A l'exception de l'évaluation de l'efficacité de la « signature de pétitions », non significative, toutes les réponses sont significativement plus élevées chez ceux qui se positionnent, que ce soit en termes d'expérience ou d'évaluation.. Cette exception est d'autant plus intéressante que la signature de pétition est peu coûteuse, et qu'à l'estimation d'une bonne efficacité ne correspond pas une pratique équivalente. A ce constat se joint un déficit aussi marqué pour l'interpellation des médias que pour les autres modalités, ce qui rend peu probable l'hypothèse d'évolution parallèle des thèmes politiques et des modalités d'action.

Le raisonnement appliqué précédemment à la similitude entre centristes et non positionnés se retrouve aussi bien sur ces questions.

Tableau 5

	Gauche	Centre	Droite	Total	Sig.
Efficacité de militer dans un parti politique	2.38	2.24	2.27	2.29	,016
Efficacité de signer une pétition	2.48	2.41	2.33	2.42	,013
Efficacité de faire grève	2.53	2.32	2.25	2.37	,000
Efficacité d'interpeller les médias	2.92	2.76	2.83	2.82	,002
Fréquence de militer dans un parti politique					
Fréquence de militer dans un parti politique	1.43	1.17	1.25	1.27	,000
Fréquence de Signer une pétition	2.62	2.33	2.44	2.44	,000
Fréquence de Faire grève	1.87	1.51	1.46	1.61	,000
Fréquence de Interpeller les médias	1.43	1.21	1.27	1.29	,000

D'une manière générale, ceux qui se positionnent à gauche ont une pratique et une évaluation meilleures de toutes les formes d'expression. Ceux qui se classent à droite ont, sans surprise, une certaine aversion pour la grève. Mais pour poursuivre notre raisonnement, on pointera surtout que non positionnés et centristes ont tous deux les scores les plus bas pour l'interpellation des médias, ce qui va à nouveau à l'encontre de l'idée qu'ils pourraient représenter une « nouvelle culture politique ». Ce rapprochement entre centristes et non

⁶ L'efficacité perçue était mesurée au travers de questions à choix multiples : « Dans quelle mesure estimez-vous que les mesures suivantes sont efficaces : Pas du tout efficace – Peu efficace – Efficace – Très efficace ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 4. La fréquence était mesurée au travers de questions à choix multiples : « Pour chacune de ces actions politiques, pouvez-vous indiquer si vous y avez déjà participé : Jamais – Une fois – Quelques fois – Souvent ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 4.

positionnés est d'ailleurs avalisée par la vérification statistique de ce qu'ils ne présentent pas de différences significatives entre eux sur ces questions, à l'exception du militantisme dans un parti.

L'intérêt pour les questions politiques

D'autres indicateurs montrent, de manière plus indirecte, que les personnes incapables de se positionner sur le plan de l'orientation politique sont, en moyenne, moins intéressés par ce qui est susceptible de toucher la collectivité ; c'est notamment le cas en ce qui concerne la fréquence à laquelle ces personnes ont des discussions sur « Les nouvelles du quartier », « les nouvelles de la ville ou de la commune », « l'actualité politique » ou « l'actualité internationale ».

Tableau 6⁷

	Positionnement	Pas de positionnement	Moyenne totale	Sig.
Nouvelles du quartier	2.55	2.39	2.51	,000
Nouvelles de la ville ou de la commune	2.69	2.47	2.62	,000
Actualité politique	2.62	2.14	2.47	,000
Actualité internationale	2.88	2.58	2.79	,000

Il est intéressant de relever que les écarts les plus marqués s'observent au niveau des items traduisant le plus clairement un intérêt pour les questions d'ordre politique (« l'actualité politique » et, dans une moindre mesure, « l'actualité internationale »). D'une manière générale, les écarts tendent à s'élever lorsque que l'on élargit l'espace géographique concerné et, *in extenso*, que l'on s'élève vers des collectivités plus abstraites. Les 40% de répondants qui se classent au centre sont à nouveau plus proches des non positionnés que de la « gauche » ou de la « droite » sur les questions d'actualité politique et internationale.

Tableau 7

	Gauche	Centre	Droite	Sig.
Nouvelles du quartier	2,54	2,57	2,55	,879
Nouvelles de la ville ou de la commune	2,70	2,67	2,71	,753
Actualité politique	2,81	2,45	2,69	,000
Actualité internationale	3,06	2,74	2,96	,000

En bref

Avec toutes les limites des indicateurs que nous avons à notre disposition, il apparaît donc que le refus de se positionner en termes gauche-droite correspond davantage à un retrait par rapport à l'espace politique, sinon public en général, qu'à une conscience différente, fondée sur des axes de clivage orthogonaux aux clivages traditionnels.

⁷ La fréquence à laquelle les répondants discutent de ces différentes thématiques était mesurée au travers de questions à choix multiples : « Vous arrive-t-il de discuter avec vos parents amis ou connaissances de questions ayant trait aux/à la XXX : Jamais – Rarement – De temps en temps – Souvent – Très souvent ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 5.

Si les répondants positionnés « à gauche » affichent, globalement, de meilleures moyennes en matière de « mobilisations revendicatives » les « centristes », quant à eux, affichent des moyennes systématiquement plus basses ; signe que certains d'entre eux pourraient bien considérer le centre comme une position « refuge » plutôt que comme une véritable source d'inspiration et d'identification politique.

Positionnement et capital social

En référence à l'idée de Putnam selon laquelle la participation associative, le réseau de relations sociales et, à un niveau subjectif, la capacité à faire confiance sont l'« huile » du fonctionnement démocratique, nous pouvons, prendre la même question sous un autre angle. Si le non positionnement représentait une « nouvelle culture politique », on pourrait s'attendre à un capital social au moins aussi développé chez les non positionnés ou chez les centristes.

L'insertion sociale

L'insertion dans des réseaux sociaux – tout autant formels qu'informels – constitue l'une des mesures les plus basiques du capital social ; elle en constitue, à proprement parler, le support matériel. Le tableau 8 montre les moyennes obtenues à des items mesurant différentes dimensions de l'insertion sociale des répondants, et ce selon qu'ils appartiennent au groupe des positionnés ou des non positionnés sur l'axe gauche-droite.

L'appartenance associative fournit le nombre moyen d'associations (tous types confondus) auxquelles appartiennent les répondants ; il s'agit d'un indicateur d'insertion « formelle » ; l'indice de « connaissance des voisins »⁸ constituant, à contrario, un indicateur d'insertion « informelle ». Le « sentiment de solitude »⁹ apporte, quant à lui, une indication d'ordre davantage psychologique.

Tableau 8

	Positionnement	Pas de positionnement	Moyenne totale	Sig.
Appartenance associative	0.93	0.59	0.83	,000
Connaissance des voisins	1.75	1.64	1.72	,006
Sentiment de solitude	1.82	1.92	1.85	,032

Les résultats sont sans appel : les non positionnés sont moins insérés – que ce soit de manière formelle ou informelle – et plus fréquemment victime du sentiment de , ce qui conforte l'impression générale de retrait de la vie publique, et non un investissement sur d'autres dimensions de celle-ci.

L'étude des positionnements proprement dît révèle des résultats beaucoup moins systématiques.

Tableau 9

⁸ Question à choix multiples : « Parmi vos voisins, connaissez-vous personnellement : Aucun – Quelques-uns – La plupart – Tout le monde ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 4.

⁹ Question à choix multiples : « Vous arrive-t-il d vous sentir seul(e) : Jamais – Rarement – Quelquefois – Très souvent ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 4.

	Gauche	Centre	Droite	Sig.
Appartenance associative	1,05	0,82	1,04	,003
Connaissance des voisins	1,69	1,78	1,78	,109
Sentiment de solitude	1,85	1,87	1,67	,005

Les centristes se comportent à nouveau plus comme les non positionnés quant à l'appartenance associative. Par contre, le résultat est différent en ce qui concerne l'insertion dans le voisinage. Quant au sentiment de solitude, il est significativement plus bas chez ceux qui se positionnent « à droite » que chez les autres catégories de répondants.

Dans l'ensemble, ceux qui s'identifient « à droite » se caractérisent donc par une insertion plus systématique que ceux qui s'identifient « à gauche » ou « au centre ». La situation de ces deux autres catégories de répondants est, par contre, plus variable selon les items concernés. Il n'en demeure pas moins que quelle que soit la mesure d'insertion considérée, les scores moyens obtenus par les différentes catégories de répondants positionnés se révèlent plus élevés que ceux des non-positionnés.

L'entraide et le bénévolat

Selon les perspectives théoriques, l'entraide et le bénévolat peuvent être considérés comme des mesures ou, plus simplement, comme des effets attendus du capital social ; en tout état de cause, ils sont perçus comme lui étant corrélés.

Les indices d'« aide donnée » et d'« aide reçue »¹⁰ fournissent une estimation de l'insertion des répondants dans des réseaux d'entraide interpersonnels. La fréquence du bénévolat¹¹ constitue, quant à elle, une estimation de l'implication des répondants dans des réseaux d'entraide plus formalisés et plus collectifs. Les pratiques bénévoles se présentent, en outre, comme un contre-pied intéressant aux différentes formes de mobilisations que nous avons étudiées plus avant : traduisant, tout comme elles, l'implication de l'individu à l'égard de la collectivité, elles sont, par contre, exemptes de finalité revendicative.

Tableau 10

	Positionnement	Pas de positionnement	Moyenne totale	Sig.
Travailler bénévolement	1.68	1.54	1.64	,003
Recevoir de l'aide	2.52	2.37	2.48	,004
Donner de l'aide	3.09	2.85	3.02	,000

Les positionnés obtiennent des scores moyens significativement plus élevés sur tous ces items ; ils manifestent plus fréquemment des comportements altruistes, ce qui consolide encore un peu plus le constat qu'ils sont globalement plus impliqués dans la chose publique et qu'ils se sentent davantage concernés par elle.

¹⁰ Questions à choix multiples : « Au cours des douze derniers mois, vous est-il arrivé de donner/recevoir de l'aide à quelqu'un de votre entourage : Non – Oui, une ou deux fois – Oui, trois ou quatre fois – Oui, cinq fois ou plus ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 4.

¹¹ Question à choix multiples : « Au cours des douze derniers mois, avez-vous travaillé bénévolement : Non – Oui, une ou deux fois – Oui, trois ou quatre fois – Oui, cinq fois ou plus ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 4.

Les scores observés dans les différentes modalités de positionnement ne révèlent, par contre que peu de différences notables. Le « travail bénévole » est en effet le seul item pour lequel des écarts significatifs existent ; les répondants orientés « à gauche » ou « à droite », qui obtiennent un score moyen significativement plus élevé que les « centristes » (ces derniers restant toutefois au-dessus des non-positionnés).

A ce titre, il n'est pas inutile de souligner que si « donner » et « recevoir de l'aide » peu très bien s'expliquer comme la résultante d'échanges réciproques et limités à des relations interpersonnelles, le bénévolat est, quant à lui, un indicateur beaucoup plus univoque de pratiques orientées vers un collectif.

La confiance

La confiance est un indicateur particulier dans la logique du capital social, en ceci qu'elle devrait être le chaînon qui relie les pratiques sociales et les fonctionnements de la société, que ce soit sur l'aspect de démocratie ou sur celui de l'activité économique. Pratiques et confiance entreraient dans un cercle vertueux où l'expérience de la coopération augmente la confiance, qui elle-même renforce la probabilité de coopérer.

Le tableau 11 présente un panel de cibles à l'égard desquelles nous avons demandé à nos répondants d'indiquer leur degré de confiance. Lorsqu'une différence significative existe entre le groupe des positionnés et celui des non positionnés, c'est systématiquement le premier qui affiche le niveau moyen de confiance le plus élevé.

Tableau 11¹²

Confiance dans	Positionnement	Pas de positionnement	Moyenne totale	Sig.
La famille	4.29	4.07	4.23	,000
Les amis	3.79	3.60	3.73	,000
Les voisins	2.64	2.59	2.62	,311
Les services sociaux	2.76	2.51	2.69	,000
La région wallonne	2.69	2.59	2.66	,023
L'Etat belge	2.53	2.42	2.50	,020
L'Europe	2.50	2.39	2.47	,006
L'ONU	2.58	2.51	2.56	,116
Les organisations humanitaires	3.17	3.07	3.14	,012
Les organisations de défense de l'environnement	2.87	2.80	2.85	,102
Les services de santé	3.23	3.09	3.19	,000
L'enseignement	2.97	2.94	2.96	,456
La justice	2.20	2.10	2.17	,012
La police	2.56	2.54	2.55	,661
La presse	2.40	2.35	2.39	,142
Les syndicats	2.38	2.47	2.41	,065
Les responsables politiques	2.02	1.92	1.99	,005

Nous avons donc ici une indication supplémentaire de la distance plus grande que présentent les non positionnés par rapport à des institutions ou organisations qui relèvent de la vie

¹² La confiance était mesurée au travers de questions à choix multiples : « Pouvez-vous indiquer quel degré de confiance vous avez dans les groupes et institutions suivants : XXX : Absolument aucune confiance – Pas très grande confiance – Assez grande confiance – Très grande confiance – Confiance totale ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de 1 à 5.

publique. Ces résultats ne sont par contre pas corroborés, comme précédemment, par ceux relatifs aux « centristes », plus erratiques.

Si nous quittons le domaine des institutions et organisations pour des dimensions plus générales de la confiance, nous obtenons le tableau 12.

Tableau 12¹³

	Positionnement	Pas de positionnement	Moyenne totale	Sig.
Confiance interpersonnelle : Même de nos jours, je trouve que l'on peut encore faire confiance à la plupart des gens »	0.17	-0.14	0.08	,000
Confiance ontologique : « En joignant les efforts de tous, on peut encore influencer l'avenir de la société »	0.84	0.72	0.80	,022
Confiance ontologique : « Il y a de moins en moins d'emplois et on n'y peut rien »	-0.69	-0.52	-0.64	,003
Confiance ontologique : Notre société est capable de surmonter les obstacles qui se présentent »	0.58	0.39	0.52	,001

Rouage indispensable d'une sociabilité ouverte – et non restreinte à des « îlots » d'insertion – la confiance interpersonnelle explore une dimension plus psychologique de la vivacité sociale ; elle en complète la description tout en lui donnant davantage de profondeur. Le score moyen des positionnés ressort comme significativement plus élevé ; faisant par-là écho aux observations déjà faites concernant leur insertion.

La confiance ontologique explore, quant à elle, une dimension encore plus abstraite ; elle mesure l'étendue du sentiment de « cohérence » que le répondant dégage de sa relation à la société ; c'est-à-dire tout autant l'idée que celle-ci constitue un tout cohérent et intelligible et qu'elle est un espace d'investissement pertinent pour l'avenir. A ce titre, elle entretient une continuité évidente avec la mobilisation politique ou civique, même si elle l'aborde dans une perspective plus abstraite. Il n'est donc pas particulièrement surprenant de constater qu'elle est systématiquement plus faible chez les non-positionnés.

Comme précédemment, les « centristes » ont un profil qui les rapproche plutôt des non positionnés, alors que la confiance la plus élevée se trouve chez ceux qui se classent à gauche¹⁴.

En bref

Les résultats présentés semblent montrer que l'aptitude à se positionner sur l'axe gauche-droite participe, également, d'une tendance à être plus intensément en relation et en cohésion avec le corps social. Le capital social fluctue également selon les catégories de positionnement, mais l'on retrouve une distribution qui calque très largement ce que nous avons observé au niveau de la participation politique. Les répondants qui se disent « à gauche » obtiennent des moyennes significativement plus élevées sur un nombre plus grand

¹³ La confiance interpersonnelle et la confiance ontologique étaient mesurées au travers de questions à choix multiples : « Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord avec les affirmations suivantes : Pas du tout d'accord – Plutôt pas d'accord – Plutôt d'accord – Tout à fait d'accord ». Les moyennes fournies dans ce tableau ont été obtenues en traitant ces réponses comme une échelle étalonnée de -2 à +2.

¹⁴ A l'exception de la question « Il y a de moins en moins d'emplois et on n'y peut rien »

de questions, et ce sont encore les « centristes » qui obtiennent le plus fréquemment les moyennes les plus basses.

Conclusion : des indices de repli

Nous n'avons nullement la prétention, avec les résultats présentés ici, d'avoir apporté une quelconque démonstration. Nous avons assemblé des données, récoltées dans une perspective différente et plus générale, construites à partir du concept de capital social, pour éclairer un point particulier mais qui semble revêtir, à nos yeux, une importance majeure.

Nous n'avons pas abordé directement, en tant que telle, la question d'une nouvelle culture politique découplée du clivage gauche-droite. Une telle culture existe sans aucun doute, et s'étudie avec d'autres instruments. Au total, nous ne trouvons plus que 40% des personnes interrogées qui se situent soit à gauche, soit à droite. Il n'est donc plus un espace d'identification pour une majorité.

L'intuition générale que nous avons voulu suivre ici est que cette désaffection par rapport aux cadres traditionnels ne correspond pas, en termes statistiques, à l'émergence de nouvelles dimensions de la politique, mais plutôt à un mouvement de retrait généralisé par rapport à l'espace public en, général, quels que soient les indicateurs utilisés. Les « gens » ne se situeraient donc pas tant, nous semble-t-il, sur un espace organisé autour d'axes « anciens » (gauche-droite, égalité, rapport au travail ; participation politique au sens traditionnel,...) et « nouveaux » (valeurs post-modernes ; nouvelles formes de mobilisation, voire implication dans des projets non strictement politiques, par exemple), mais plutôt sur un continuum entre ceux qui se sentent concernés par la vie publique, et pour qui, semble-t-il, l'axe gauche-droite ferait encore sens, et ceux qui vivent en retrait de la société.